

nucléaire

BULLETIN DE LA COORDINATION DES GROUPES POUR UN ARRÊT IMMÉDIAT DU NUCLEAIRE - Mai 2001 / N° 2

Nous ne voulons pas leur servir de cobayes ! Enlevez ces containers !

Comme d'habitude les officiels disent que l'uranium appauvri n'est pas dangereux. Pourtant il y a des soldats malades, certains meurent de leucémie.

La santé des populations civiles est menacée par la contamination car tous les composés d'uranium sont des toxiques chimiques et sont radio-toxiques. Ceci est vrai, que l'uranium soit naturel, appauvri ou enrichi en uranium 235.

EN LIMOUSIN, C'EST DIRECTEMENT L'OXYDE SOUS LA FORME INSOLUBLE D'U-308 QUE COGEMA A COMMENCÉ À STOCKER À BESSINES parce que le préfet Jean Anciaux a donné son autorisation bien que la commission d'enquête publique ait été défavorable à ce projet, ainsi que le Conseil Régional et le Conseil Général ! D'un point de vue administratif, ce stockage n'est pas une installation de base (INB), alors que le tonnage de 199 900 tonnes correspond à 1,8 fois les 100 000 curies nécessaires à une INB si l'on applique les lois de la physique...

L'activité *réelle* de l'uranium appauvri que Cogéma a déjà commencé à stocker à Bessines n'est pas celle de l'uranium « administratif » défini par la Cogéma. Si une explosion se produit sur le stockage (acte de terrorisme, crash d'un avion etc.) ce n'est pas de l'uranium "administratif" défini uniquement par les têtes de séries², c'est à dire *une partie* des composants radioactifs, du dossier COGEMA qui entrera dans les poumons de nos enfants mais bien de l'*uranium appauvri, avec ses descendants radioactifs à vie courte de thorium et protactinium*, dont l'activité est de 40 Becquerels par milligramme (celui de l'uranium naturel, qui est naturellement "piégé" dans la gangue du sol, est de 50 Bq/mg). Et il suffit d'environ un milligramme de cet uranium appauvri inhalé par un enfant de 2 ans pour que la limite annuelle d'incorporation soit atteinte !

Le premier site d'«entreposage» sélectionné était Istres, qui a obtenu l'annulation de l'autorisation préfectorale de 1988 , le dossier faisait alors état, que par la suite d'un crash si un seul container de 10 tonnes était dispersé par un vent de 72 km/h, **un adulte résidant à 550 mètres inhalerait la limite annuelle d'incorporation (environ 125 Bq) en 10 minutes.**

(Rappel : les particules inhalées peuvent se solubiliser dans le sang, la lymphe... et/ou se fixer dans les poumons, les surfaces osseuses, la moelle osseuse rouge, le colon...)

Les autorités tant civiles que militaires ont toujours affirmé que l'uranium n'était pas dangereux et cela continue.

Au pays des mines d'uranium on sait ce qu'il en est de ces mensonges éhontés !

L'absence d'uranium dans les urines des soldats malades a été présentée comme la preuve de l'innocence de l'uranium appauvri. Cette argumentation évacue deux processus :

1. Seul l'uranium éliminé par les reins est détecté par analyse d'urine. Or le test n'est pas approprié quand l'uranium s'est fixé sur un organe ou un tissu particulier. Ainsi s'il est fixé sur la moelle osseuse rouge il peut être à l'origine de leucémie. Un soldat atteint de leucémie peut ne pas avoir eu de tests positifs d'urine lorsqu'ils ont été effectués. Il faudrait l'autopsier et analyser tous ses organes...

2. Il n'y a pas que la contamination interne de l'organisme par ingestion et surtout inhalation de ces oxydes insolubles : on oublie le rayonnement externe qui lui aussi est nocif...

**Nous ne voulons pas de cette industrie destructrice,
Nous ne voulons pas devenir les cobayes des scientifiques.
Enlevez ces containers.**

Refusons le nucléaire et son monde mortel.

C.L.A.D.E. Coordination Limousine Anti Déchets radioactifs
37, rue de la Boucherie 87000 Limoges

Copie et reproduction vivement conseillées

1. " L'administration, dans ses calculs, tient compte uniquement de la radioactivité des têtes de série, donc ignore celle des descendants dans ses calculs. D'où l'expression « uranium administratif » pour signifier que la réalité physique est tronquée.
2. " Dans la nature il y a trois familles d'éléments radioactifs dont les têtes de série sont : l'Uranium 238, l'Uranium 235 et le Thorium 232. Les trois têtes de série engendrent en permanence des descendants par désintégrations successives accompagnées d'émissions de particules radioactives. Dans les minerais d'uranium on trouve l'U238 (majoritaire) et l'U 235 en équilibre séculaire avec leurs descendants et parmi eux les gaz radon. L'U238 a 14 descendants (dont l'U234) et l'U235 a 11 descendants.
Dans le cas du stockage à Bessines d'oxyde d'uranium appauvri on doit tenir compte des thorium 234 et protactinium 234 descendants à vie courte d'U238 ce qui revient à multiplier par un facteur 3 l'activité de U238. On doit aussi tenir compte du thorium 231 descendant à vie courte de U235 ce qui revient à multiplier par 2 son activité.
Ainsi, Cogéma, avec l'accord du Conseil d'État, sous-estime l'activité réelle du stockage. De plus Cogéma admet l'existence, dans les containers, de U236 comme impureté. Cet isotope radioactif ne peut provenir que d'uranium issu du retraitement. On ne peut donc exclure la présence, dans les containers, de traces de produits de fission et de plutonium très radiotoxiques.
3. Becquerel, gray et sievert sont trois unités de mesure de la radioactivité. En comparaison avec une arme à feu, on pourrait dire que le nombre de coups par seconde correspond aux becquerels, l'énergie transférée par la balle correspond au gray et l'effet, l'impact de la balle sur la cible, correspond au sievert. On imagine que l'effet n'est pas le même suivant l'arme et la cible.

A propos du rapport Charpin

Sur demande du gouvernement Jospin, trois experts ont remis au printemps 2000 un rapport intitulé «Etude économique prospective de la filière électrique nucléaire». Ces trois experts sont Jean-Michel Charpin (Commissaire au Plan), Benjamin Dessus (directeur de programme au CNRS, écologiste réputé proche des Verts), René Pellat (Haut Commissaire à l'énergie atomique, CEA).

«Le gouvernement souhaite disposer d'une étude sur les données économiques de l'ensemble de la filière nucléaire, notamment l'aval du cycle du combustible nucléaire, y compris le retraitement.», c'est ainsi que Jospin introduit sa demande pour chaque expert, on remarque bien entendu l'accent mis sur le problème des déchets nucléaires, «l'aval du cycle», et particulièrement l'avenir du retraitement, point le plus faible de la filière française, dans la mesure où EDF rechigne désormais aux dépenses inutiles tandis que les clients étrangers se défilent les uns après les autres.

L'approche est astucieuse, quoi de plus objectif que l'économie ou si l'on préfère, car l'économie n'est que cela, une expertise comptable ? Objectivité renforcée par la présence de deux experts a priori d'avis contradictoires sur le fond, un écologiste et un nucléocrate, chapeautés par un non moins expert, qui apporte sa dose de neutralité par l'application de méthodes rigoureuses issues de la tradition du Commissariat au Plan (il y a une liste des rapports Charpin, hier la retraite, demain, qui sait, la production des camemberts ?).

Usine à gaz pour un match nul

Méthode rigoureuse la méthode Charpin construit une vraie usine à gaz. Il s'agit d'intégrer à l'horizon 2050, dans des scénarios alternatifs des paramètres divers que l'on fait varier suivant des hypothèses en nombre finis : la demande d'électricité, les prix des combustibles, le bilan des matières (à partir des quantités de gaz à effet de serre et des quantités de déchets nucléaires «de haute activité et à très longue durée de vie» évitées), les coûts d'investissements et d'exploitation, les durées de vie des installations, les orientations politiques gouvernementales, les taux d'actualisation, etc.

Mais ce qui compte c'est le résultat, or ce résultat on le connaissait sans avoir besoin de l'usine à gaz de la méthode économique, ce résultat c'est le match nul: «Sur les choix majeurs liés à l'ensemble des configurations retenues, aucun scénario ne domine les autres par rapport aux critères décisifs que nous nous sommes fixés, qu'ils soient de caractère économique ou environnemental.» Bon mais

alors ? Ben si le résultat est nul c'est qu'il reste aux politiques à décider, c'est à dire aux rapports de force à fonctionner, c'est exactement la conclusion que l'on peut retirer de ce rapport, conclusion que l'on trouve d'ailleurs, de manière symptomatique, dans l'introduction... Et si on connaissait la réponse c'est que ce rapport est précisément issu du match nul **décidé** au niveau de l'Etat, sinon ce rapport n'aurait pas eu lieu d'être.

Le coup de l'économie

Le rapport Charpin calcule le prix d'une vie mais, nous ayant ainsi délivré de tout doute sur la capacité de l'économie à nous dire quelque chose de pertinent sur des choix sociaux, il se trouve que nos malheureux auteurs sont incapables de dire quelque chose de pertinent sur le coût de la gestion des déchets nucléaires ! On ne sait rien (pardon : «très mal physiquement», mais en conséquence rien économiquement) des «conditions de stockage définitif des différents déchets à vie longue», ce qui est plutôt un mauvais point pour une étude dont l'accent doit porter précisément sur « l'aval du cycle du combustible » ! Et d'ailleurs, tant qu'on y est, on ne peut pas tenir compte d'un accident majeur car le coût est incalculable. Enfin il se peut que l'on trouve un jour des techniques qui permettent de brûler de manière satisfaisante (pour le « bilan matières ») ces vilains déchets d'où un scénario qui déborde quelque peu sur l'horizon 2050, mais c'est de bonne guerre puisque l'écolo il a eu droit à son passage sur les économies d'énergie... Etc, etc.

Une fois avalées toutes ces couleuvres l'idée générale c'est que si on arrête le nucléaire trop tôt, cela va coûter très cher pour le remplacer, que économiser l'énergie ça coûte moins cher que d'en produire, que le retraitement c'est très cher mais si on trouve des techniques adéquates il est très utile de garder l'outil de production. Etc, etc

Bref ce rapport à le goût général des stupidités économiques que l'on entend à longueur de journée, du genre si l'euro baisse c'est bon pour nos exportations mais c'est mauvais pour nos importations, ah bon ! Et si l'euro monte ? Ben c'est bon pour nos importations mais c'est mauvais pour nos exportations. Et alors ? Fait pas chier...

Quelques petites choses quand même...

L'intérêt du rapport Charpin, Dessus, Pellat est bien sûr ailleurs que dans le coup de l'objectivité économique, il est le symbole qu'une discussion entre gens sérieux est désormais possible, discussion

sérieuse c'est à dire sur une base neutre. Il fallait neutraliser le problème nucléaire dans le gouvernement de gauche plurielle, rien de mieux que l'économie pour cela, ainsi le travail politique se fait à la marge, sur «le grain à moudre» pour les écologistes qui se préparent à quelques victoires futures sur le retraitement, sur le «grain à moudre» de l'urgence à attendre pour les nucléocrates qui gardent la main sur le principal («le prolongement de la durée de vie du parc a surtout des conséquences sur l'ouverture des options pour le parc futur : plus la capacité existante est maintenue longtemps, plus le besoins de nouveaux réacteurs est repoussé dans le temps, **ce qui favorise l'innovation technologique et donc la disponibilité de réacteurs alternatifs** aux réacteurs à eau sous pression actuellement en place pour le remplacement du parc»,chapI, c'est nous qui soulignons).

L'intérêt de ce rapport si touffu et finalement si creux réside essentiellement dans les détails, notamment les passages sur les stratégies alternatives préparées par le lobby nucléaire face à la stagnation actuelle, sur la situation internationale, mais aussi certains chiffres (sur le décrochage des dépenses de Recherches et Développement concernant le nucléaire aux Etats-Unis au profit des recherches sur la maîtrise de demande d'énergie) , des notes et des annexes (sur l'assurance du «risque nucléaire majeur» par ex.). Bref chacun, chacune y trouvera un intérêt à la mesure de ses connaissances plus ou moins grandes du dossier, pour le reste l'arithmétique économique se porte bien, merci !

Ce rapport est édité à la Documentation française.

Luc BONET (CLAP)

La sortie allemande du nucléaire

Il est bon, tandis que se préparent de nouvelles mobilisations contre le transport des déchets, en Allemagne comme en France, de rappeler quelques vérités sur l'accord passé l'an dernier entre les industriels et le gouvernement allemand (rose-vert, comme en France).

Cet accord mérite-t-il d'être qualifié d'arrêt du nucléaire et même de premier pas vers l'arrêt du nucléaire, comme tentent de nous le faire croire les Verts des deux côtés du Rhin ?

Le compromis passé entre Schröder et les patrons des grandes compagnies d'électricité prévoit une durée de vie de chaque centrale limitée à trente-deux ans. Ce qui signifie qu'il n'y aura en fait pas d'arrêt avant 2010/2015. Accepter une si longue durée, c'est accepter le risque d'un accident majeur dans les années à venir. Un risque d'autant plus important qu'une autre clause de l'accord prévoit qu'en contrepartie et en faveur des industriels l'exploitation se poursuivra jusque-là «sans entrave» : le gouvernement s'engage à ne pas édicter de nouveaux règlements de sécurité !

Si nous parlons de 2010/2015 sans plus de précision, c'est que c'est impossible, les industriels s'étant vu accorder une clause de flexibilité : si un réacteur est arrêté avant d'avoir atteint son quota, le reliquat peut être reporté sur un autre réacteur, prolongeant ainsi sa durée de vie d'autant.

Enfin, le retraitement des déchets devra s'arrêter en juillet 2005. D'ici là, ballets incessants de transports entre la France et l'Allemagne. Les tenants de l'accord estiment qu'il faudra trouver dans l'intervalle une solution pour le stockage à très long terme des déchets nucléaires. Un vœu pieux. On sait qu'il n'existe pas de solution satisfaisante, mais faisons confiance aux industriels et aux gouvernements pour se contenter d'une solution pas satisfaisante.

Autant d'arguments qui nous font dire que cet arrêt à l'allemande du nucléaire n'est que poudre aux yeux pour des antinucléaires conséquents. Un accord destiné à faire passer les Verts allemands sous les fourches caudines des nucléocrates, au nom d'un pseudo-réalisme. Accepter cet accord ou ne pas le dénoncer vertement risque fort de faire encore une fois reculer le mouvement antinucléaire et de l'aiguiller sur les voies de garage qui mènent à une catastrophe tchernobylenne.

JPD

*Si vous voulez recevoir
ce bulletin trimestriel,
envoyez 30 F
(abonnement annuel) au
CLAP,
20, rue Blaise Pascal
86000 Poitiers.*

L'escroquerie du discours sur l'effet de serre : les nucléaristes en passe de remporter la manche !

L'énergie nucléaire est rationnellement condamnée : faiblesse des ressources en uranium (un peu plus de 1 % des réserves d'énergies fossiles), risque de catastrophes significatif et leurs conséquences inacceptables (santé des populations, effondrement de l'économie et du social, mise en place de sociétés militaro-policières pour gérer les crises post-accidentelles), utopie de la surgénération effondrée, absence de solution pour les déchets, inefficacité de la transmutation, coûts de nouveaux investissements incompatibles avec le développement de l'économie libérale dominante... par ailleurs énergétivore, en électricité notamment. Et pourtant, en cette année du nouveau siècle, les communiqués d'agences de presse se succèdent à un rythme effréné sur la possibilité de lancer de nouveaux projets dans le monde (Japon, Corée Nord et Sud, Taïwan, Russie, Finlande, Ukraine, Europe centrale, États Unis, Turquie... sauf la France qui est déjà suréquipée mais qui tend à en construire ailleurs).

La cohérence, la rationalité, tendraient à induire un développement de l'énergie quantitativement la plus abondante, le charbon (73 % des réserves fossiles*, soit de 20 à 60 fois supérieure** aux capacités de l'uranium) ; le pétrole avec 6 % des réserves et des tensions d'approvisionnement, le gaz naturel avec 9 %, n'étant stratégiquement pas des solutions d'avenir sur le long terme. La technologie ayant quand même fait quelques progrès depuis Zola, on peut aujourd'hui extraire ce combustible à moindre risque et le brûler à peu près proprement. La grande diversité géographique des mines de charbon, ainsi que les faibles coûts d'investissements pour la construction des chaudières, comparé au nucléaire ou aux coûts prohibitifs des renouvelables comme l'éolien et le photovoltaïque, tendent aussi à favoriser ce combustible de risque conséquemment moindre que l'uranium.

Les contradicteurs

Là, nous avons déjà nombre de contradicteurs franco-français qui argumentent sur l'indépendance énergétique et la silicose des mineurs. Nous leur conseillons de réviser leurs discours, les réserves uranifères de l'hexagone étant proches de zéro, 54 des 58 réacteurs de l'EDF-Framatome sont issus d'une technologie fournie par l'américain Westinghouse, le niveau d'emprunts sur les marchés extérieurs et intérieurs pour l'investisse-

ment atomique pesant encore lourdement sur l'économie nationale ; quant à la santé des mineurs d'uranium et des riverains des versées et stériles, elle est et sera gravement dégradée pour de très longues durées par le radium, le radon et leurs descendants radioactifs. Les beaux discours des gestionnaires nationalistes et franchouillard ne tiennent donc pas la route.

L'autre catégorie de redoutables contradicteurs à laquelle nous sommes confrontés depuis un peu plus d'une décennie est constituée des divers courants propagandistes du discours sur l'augmentation de l'effet de serre et les dérèglements climatiques dus à l'usage de combustibles fossiles, dont les scientifiques, politiques et écologistes nous serinent les oreilles. Il nous faut donc examiner de plus près le problème de l'effet de serre et les arguments de ceux qui nous prédisent une méga catastrophe climatique avant la fin du siècle débutant.

L'utilisation de combustibles fossiles, c'est au pire 4 à 5 % de la part globale de l'effet de serre actuel

Les versions des années 90 s'accordaient à donner au gaz carbonique 50 % de la responsabilité de l'effet de serre, 15 % au méthane, 12 % au protoxyde d'azote, 15 % à la vapeur d'eau et 8 % pour les autres sources, principalement les fréons et ozone d'origines récentes. Donc, haro sur le grand responsable, le CO². Accusé numéro 1 : les combustibles fossiles ; le discours passe très bien auprès des populations sensibilisées aux problèmes de l'environnement. Manipulation ?

On néglige de dire que le CO² n'est pas toxique, contrairement au monoxyde de carbone, qu'il y en a toujours eu, qu'il est indispensable à la croissance des végétaux qui l'absorbent par photosynthèse pour se développer, qu'en conséquence il est indispensable à la vie, à toutes formes de vies sur cette planète. Sa concentration a augmenté au rythme de 0,63 partie par million volume (ppmv) par an du début du siècle aux années 80, avec un ralentissement à 0,3 ppmv par an à la fin du siècle, et il semble que l'on s'oriente vers une stabilisation autour de 360 ppmv contre 300 ppmv au début du siècle. Au siècle précédent le taux de CO² dans l'atmosphère avait déjà augmenté de 15 ppmv (voir graphiques page suivante extrait de CEA, Informations utiles 1999 page 36).

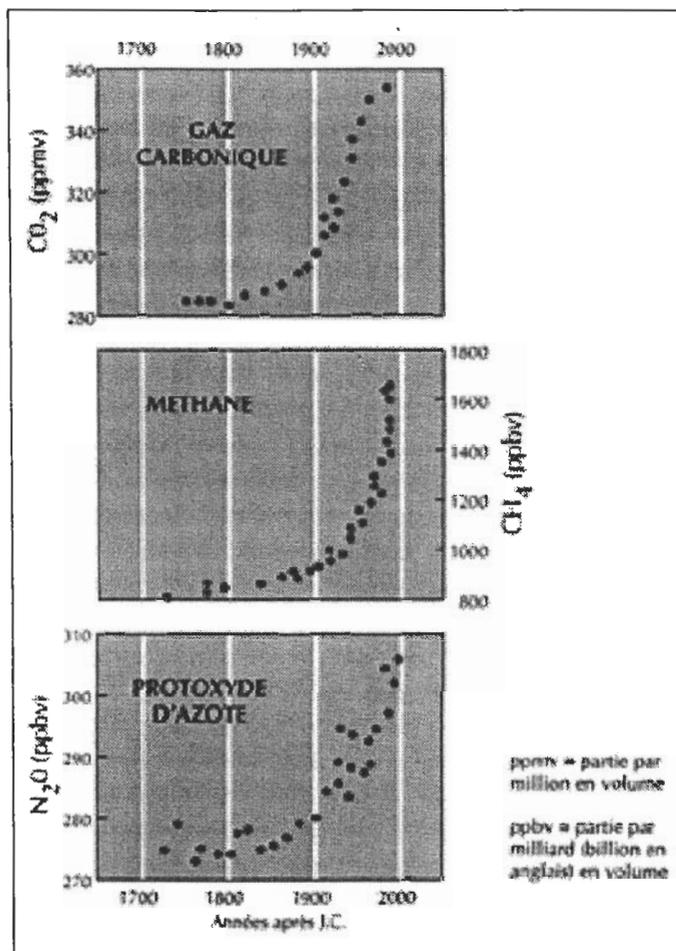
Mais cette augmentation est aussi due à la déforestation, à la mortalité du plancton végétal induite par l'intensification des ultraviolets du fait de la dégradation de la couche d'ozone stratosphérique sous l'action des fréons ; ces diverses causes d'évolution du taux de CO² dans l'atmosphère sont d'ampleur sensiblement égale à l'usage des combustibles fossiles dont on peut évaluer l'impact global sur l'augmentation des gaz à effet de serre à environ 4 à 5 %. Dans le même temps, le méthane a plus que doublé en passant de 0,8 à 1,7 ppmv, soit 8 % d'augmentation de l'effet de serre ; principaux coupables, l'agriculture et l'élevage intensifs, la déforestation. Le protoxyde d'azote (N₂O) est passé de 0,275 à 0,305 ppmv et l'effet de serre d'une seule molécule est estimée à l'égal de 310 molécules de CO² ; là encore les principaux coupables sont l'agriculture et l'élevage intensifs.

La part globale d'effet de gaz à effet de serre qui n'étaient pas là il y a un siècle c'est 20 % dont un petit quart dû aux combustibles fossiles, pour une augmentation globale de la température moyenne de l'atmosphère terrestre de 0,5°C ; c'est pourtant ces combustibles qui sont désignés quasiment comme l'unique coupable par les médias et les écologistes. Le pompon revient dans ce domaine à L'Écologiste dans leur récente publication de l'hiver 2001 ; la version française de la très célèbre revue écologiste et scientifique anglaise nous informe des derniers éléments de la recherche dans ce domaine et nous annonce qu'en fait 70 % de l'effet de serre serait dû à la vapeur d'eau ; deux articles plus loin dans cette même publication on octroie 15 à 18 % de l'effet de serre au méthane et 12 % au protoxyde d'azote, ce qui n'empêche pas les auteurs de conclure au dérèglement climatique induit par les combustibles fossiles.

Objectivement, un programme efficace de lutte contre l'évolution de l'effet de serre passerait d'abord par la réduction des principales causes, l'agriculture et l'élevage intensif, la déforestation, les fréons. Mais non, on nous propose de réduire la combustion des fossiles par des écotaxes et les énergies renouvelables pour les uns, le développement du nucléaire pour les autres.

Le parc nucléaire mondial permet au mieux d'éviter 0,3 % d'effet de serre, le parc nucléaire français environ 0,06

Soyons sérieux, le parc nucléaire mondial actuel équivaut en production annuelle à 7 %** des combustibles fossiles, dont 1,2 % pour la France qui produit un sixième du nucléaire planétaire. Les combustibles fossiles étant responsables de 5 % de l'effet de serre, l'énergie atomique permettrait



en fin de compte d'en éviter 7 %, soit 0,35 % (7 % de 5 %) (0,06 % pour la part française). Ceci à la condition d'accepter le taux de conversion des kWh nucléaires en équivalence pétrole en vigueur dans les pays nucléarisés de l'OCDE de 222 grammes de pétrole par kWh***, alors qu'en système international ou pour la conversion des kWh hydroélectriques l'équivalence n'est que de 85,6 grammes de pétrole. Sur cette base, le nucléaire n'éviterait plus que 3 fois moins d'effet de serre, soit 0,16 % pour le nucléaire mondial et 0,02 % pour le parc EDF ; et les réserves potentielles d'uranium ne permettent pas d'envisager une amélioration de ces possibilités.

Quant aux énergies renouvelables, elles ne pourront satisfaire qu'une faible partie des consommations et de façon aléatoire, pas au moment où on en a besoin ; leurs coûts restant par ailleurs dissuasifs (0,55 F le kWh éolien hors transport et distribution, 3 F le kWh photovoltaïque).

Les écotaxes sur les combustibles fossiles pour limiter les consommations et les émissions vont surtout priver les pauvres de l'accès à l'énergie pour leurs besoins essentiels.

Une nouvelle science de la manipulation est née ! Appelons-la "psycho-météorologie"

Nos propagandistes du dérèglement climatique par les combustibles ont joué de la corde sensible

avec un effet maximum sur l'esprit du bon peuple désinformé : la météo. Les événements climatiques des deux dernières décennies sont arrivés à point pour influencer les populations. Le passé a pourtant connu pareilles variations, un peu moins fréquentes qu'actuellement ; il y a quelques siècles les températures étaient tellement basses que les climatologues ont désigné cette période sous le nom de "petit âge glaciaire" ; à l'inverse, dans la première moitié du dix septième siècle, les hivers étaient assez chauds pour récolter des fraises à Noël dans le Nord de l'Europe. Ces variations importantes d'une durée de plusieurs décennies sont dues essentiellement aux écarts de l'activité solaire. L'information est cependant donnée pour ceux qui savent la comprendre : à chaque événement climatique important, les médias nous disent que "la dernière fois c'était en telle année"... c'est donc que ne vivons pas une période d'aléas climatiques exceptionnelle !

Le numéro 2 de l'édition française de L'Écologiste, citant les travaux de James Lovelock et Bob Charlson, nous informe des effets des noyaux de condensations nuageuses induits par l'anhydride sulfureux (dioxyde de soufre dans le texte) issu de la décomposition de certaines espèces de phytoplanctons, ainsi que des hydrocarbonates émis par les forêts. Avec la déforestation d'origine humaine et la destruction du plancton par les UV consécutif à la réduction de la couche d'ozone stratosphérique, ces molécules qui favorisent les formations nuageuses ne sont plus émises en quantité suffisante. La pluie ne tombe plus là où on l'attendait, provoquant des sécheresses, et elle retombe alors massivement ailleurs, provoquant de fortes dépressions, tempêtes, inondations.

La question est maintenant de savoir pourquoi les médias, les scientifiques, les écologistes, tentent de nous effrayer avec d'éventuelles possibilités de catastrophes climatiques, dues à l'utilisation de combustibles fossiles. Les discours sur les variations climatiques sont issus essentiellement des pays industrialisés, anglo-saxons en particulier, qui tentent d'imposer au reste de la planète une réduction des consommations énergétiques qu'ils sont les premiers à ne pas respecter. Bush II vient d'ailleurs d'annoncer le renoncement des États-Unis à réglementer les émissions de CO² (AFP, 14 mars).

On sait aujourd'hui que ces pays ont favorisé la guerre du Golfe puis montré aux saoudiens des photos satellites truquées afin d'obtenir leur accord pour héberger une importante force militaire US sur leur territoire. Le principal but de la guerre du golfe était en fait de permettre le maintien d'une force militaire occidentale permanente dans cette région du monde qui recèle plus de la moitié des réserves connues du pétrole de la planète.

Alors, ce discours absurde sur la dégradation cli-

matique dont on limite la responsabilité aux seuls combustibles fossiles, ne serait-il, à l'instar de la guerre du Golfe, des photos satellites truquées et de l'embargo pétrolier contre l'Irak, qu'une arme économique, géopolitique et géostratégique ?

Celui qui possède l'énergie dispose du pouvoir, la guerre finale pour le pouvoir et l'énergie a commencé. Elle se fera au détriment des pauvres, non seulement des pays du tiers-monde, mais aussi des populations à modestes revenus des pays industrialisés ; la guerre des classes par l'énergie au détriment des plus faibles et du plus grand nombre pour satisfaire les délires paranoïaques d'une petite minorité de privilégiés. Le tout étant orchestré avec la collaboration naïve des écologistes, qui n'ont pas encore compris à quel point ils servaient les intérêts du lobby nucléariste. Avec leur discours antinucléaire tout aussi incohérent que non crédible et inefficace, ils ont réussi à anéantir en quelques années un quart de siècle de dures luttes contre cette fausse solution énergétique, quantitativement minoritaire, porteuse d'un risque considérable et sans aucune solution scientifique acceptable pour ses déchets. L'écologie peut devenir finalement une arme redoutable contre les pauvres au profit des privilégiés ? La stupidité humaine possède cet aspect profond et insondable qui ne cesse de nous désarmer.

Claude Boyer

* Réserves ultimes d'énergies fossiles : charbon et lignite 3400 Gtep (milliards de tonnes d'équivalent pétrole), pétrole conventionnel 295 Gtep, gaz naturel 420 Gtep, bruts lourds et schistes bitumineux 525 Gtep, source Epure, octobre 99, EDF division recherche et développement. En comparaison l'uranium c'est 167 Gtep source CEA Informations utiles 1999.

** 617 millions de tonnes d'équivalent pétrole de kWh nucléaire contre 8509 Mtep d'énergie primaire "commerciale" d'après CEA Mémento sur l'énergie 1999. Avec 400 térawattheure d'électricité nucléaire brute EDF comparé au 2400 TWh de production nucléaire mondiale selon CEA Elecnucl - Les centrales nucléaires dans le monde, la France produit un sixième de l'électricité nucléaire.

*** Seront le taux utilisé pour les calculs de conversion des kWh en "équivalent pétrole". Selon CEA publication citée ci-dessus 1 kWh hydroélectrique est dit PCI (pouvoir calorifique inférieur), soit 85,7 grammes de pétrole (aussi pour le système international), 1 kWh nucléaire est dit PCS (pouvoir calorifique supérieur) en vaudrait 222 grammes de pétrole (aussi pour les pays nucléarisés de l'OCDE).

LETTRE AUX ÉLUS

Le 1^{er} février 2001,

Mesdames et Messieurs les Elus,

Le 21 novembre 2000, le député du Territoire de Belfort a questionné le gouvernement sur l'avenir du parc électronucléaire français, en demandant notamment qu'une décision soit prise concernant la mise en œuvre du programme EPR. Le Premier ministre a répondu au député en arguant de la « maturité » des centrales nucléaires françaises, de la sûreté et du savoir-faire français, etc., pour conclure qu'une décision qui s'avérera nécessaire ne saurait avoir un caractère d'urgence.

Vous n'ignorez pas que les Verts, par ailleurs présents au gouvernement, demandent un arrêt... progressif du parc électronucléaire, au fur et à mesure du vieillissement de ce parc (la centrale la plus ancienne encore en fonctionnement a été mise en service en 1977). Or, le gouvernement a créé, en début d'année, une mission Granite, chargée de démarcher les élus et populations de quinze massifs susceptibles de recevoir un laboratoire de recherche en vue du confinement des déchets radioactifs en géologie profonde. La mission a capoté après avoir déclenché un tollé de protestation qu'ont répercuté les élus concernés et qui s'est traduit par une masse de pétitions des populations. **Le problème des déchets de la filière électronucléaire française n'a toujours pas de solution.**

Outre que l'électeur pourra trouver cavalier d'être sollicité seulement au stade de la poubelle, il est en droit de s'étonner que la consultation intervienne avant qu'une décision ait été prise — sinon immédiatement, du moins sans tarder (voir les délais inhérents aux recherches) — quant à l'avenir du parc nucléaire français. En effet, le volume de déchets nucléaires et, par conséquent, le nombre et l'importance des poubelles sont directement liés à la durée de fonctionnement des réacteurs. Pour se faire une idée, l'électeur doit de ce fait être en possession de l'indispensable information suivante : **quand abandonnera-t-on le nucléaire ?** C'est à partir de cette information, et seulement à partir d'elle, que le volume et l'inventaire exhaustif des déchets nucléaires pourront être calculés.

Il semble donc que les autorités aient mis la charrue avant les bœufs dans cette affaire, et que la première décision à prendre concerne la durée d'exploitation du parc (pour les uns), l'abandon de cette énergie (pour les autres), progressivement ou, de manière plus réaliste, immédiatement, **afin d'éviter que se produise l'inacceptable : la catastrophe nucléaire.**

La sortie du nucléaire, évoquée notamment après la décision allemande, fait l'objet d'un chiffrage dont le montant estimé sera sans doute dissuasif... si l'honnêteté ne conduit pas les responsables politiques à demander sur cette même lancée un chiffrage de la catastrophe nucléaire survenant en France, afin que l'électeur puisse

se faire une opinion en connaissance de cause. Et si le probable ne vous paraît pas certain en ce qui concerne la catastrophe, une arithmétique simple de la quantité de déchets nucléaires déjà produits et à venir montre sans équivoque la survenue d'**une catastrophe économique certaine : l'intégration du coût du traitement des déchets nucléaires au kilowatt électrique plombera l'économie française.**

En cette période préélectorale, nous vous demandons de tout mettre en œuvre pour que ces chiffres soient communiqués aux Françaises et aux Français, et pour qu'une décision d'arrêt immédiat du nucléaire soit prise afin que la catastrophe soit évitée, puisque c'est être réaliste que de l'envisager, et raisonnable d'exiger un arrêt immédiat des réacteurs. Les solutions pour remplacer le nucléaire existent, prétendre le contraire serait prendre une très lourde responsabilité, la possibilité de l'accident nucléaire majeur n'étant plus à écarter en France. Si cela devait survenir, nos frontières, pour asseoir définitivement leur réputation, devraient retenir la radioactivité sur le territoire français... et nous n'aurions alors plus qu'à espérer que, les limites départementales les imitant, le confinement des radioéléments se réalise sur un territoire départemental ou, mieux, communal !

Nous insistons particulièrement sur cette demande d'arrêt immédiat des réacteurs sans qu'il soit besoin de mettre en place des consultations ou même un référendum, car par expérience nous savons que notre avis recueilli par voie d'enquête publique ne l'est guère qu'à titre consultatif, et ne pèse d'aucun poids dans les décisions prises (voir l'enquête publique à Bessines-sur-Gartempe : 10 000 signatures contre, avis négatif des conseils général et régional du Limousin, avis négatif de la commission d'enquête ; résultat : entreposage en cours de 200 000 tonnes d'uranium appauvri ! Idem pour la centrale de Nogent-sur-Seine...).

Nous espérons que les événements actuels révélant l'impuissance des pouvoirs publics à gérer une crise comme celle de la « vache folle » permettront aux « décideurs » d'en tirer des conclusions réalistes qui les conduiront à **la solution raisonnable d'arrêt immédiat des réacteurs nucléaires, afin d'éviter l'ingérable catastrophe nucléaire en France.**

Nous vous demandons par conséquent de prendre position quant à l'arrêt immédiat du nucléaire, et de tout mettre en œuvre pour que cette décision soit prise au plus vite. Merci de nous aviser de vos démarches, nous ne manquerons pas de les faire connaître aux électeurs et électrices.

Avec nos salutations.

Stop-Nucléaire
Coordination des groupes
pour un arrêt immédiat du nucléaire

CHARTRE POUR L'ARRET IMMEDIAT DU NUCLEAIRE

La possibilité d'accident majeur, de la catastrophe nucléaire, fait partie ouvertement de la gestion sociale. Les experts internationaux¹ ont émis un grand nombre de recommandations pour gérer au mieux les catastrophes nucléaires. En France, les autorités «responsables» les prennent en compte : mise en place de cellules de crise, distribution de comprimés d'iode au voisinage des centrales nucléaires, plans particuliers d'intervention prévoyant l'évacuation ou le confinement des populations pour les 24 à 48 heures d'une situation d'urgence ; pour après, c'est le vague le plus complet...

Face à un tel risque de catastrophe, il ne peut y avoir **«une seule orientation pour le mouvement antinucléaire : l'arrêt immédiat de toutes les centrales en fonctionnement, l'abandon définitif de tout projet nouveau basé sur l'électronucléaire, ainsi que de tous les sites militaires nucléarisés.** Car le nucléaire militaire est indissociable du nucléaire civil, tant par les risques de catastrophe majeure liée à un accident sur ses sites que par la production de déchets. Toute politique visant à prôner un arrêt progressif ou à terme ne fait en définitive que le jeu des pronucléaires, qui, en prolongeant de dix, vingt ans ou plus la durée de vie des centrales, nous conduisent encore plus sûrement vers une catastrophe.

Pour nous, la nécessité d'arrêter d'urgence l'industrie électronucléaire est fondée sur les conséquences sanitaires et sociales des catastrophes nucléaires possibles. Aucun argument de type économique, politique, écologique ou autre, quelle qu'en soit l'origine, ne peut peser face au risque encouru par les populations. La seule solution rationnelle est la sortie rapide du nucléaire indépendamment des conséquences, économiques, idéologiques ou écologiques. Il est nécessaire d'arrêter cette folie qui, en plus de l'accident majeur qui se profile, hypothèque pour des milliers d'années la santé de la planète par l'énorme masse des déchets accumulés dont on ne sait que faire.

Arrêter le nucléaire ne signifie pas se passer d'électricité !

C'est un fait que les énergies renouvelables (microhydraulique, solaire photovoltaïque, éolien, etc.) ne peuvent en aucun cas, actuellement, sans changement profond du mode de vie (production et consommation), permettre de produire l'électricité dont nous aurions besoin en arrêtant le nucléaire. Cela signifie qu'il faut utiliser au maximum de leurs capacités ce dont on dispose actuellement. Les autres pays, moins nucléarisés que la France, utilisent largement charbon et fioul pour produire leur électricité. Ainsi au Danemark, pays modèle pour le développement de l'électricité éolienne, la part de charbon et de fioul dans la production électrique était, en 1996, de 85 % (contre 7,5 % en France).

Il n'y a encore que peu d'électricité produite en France à partir du gaz. par contre, en plus de l'hydraulique, il y a des centrales sous-utilisées à charbon et à fioul qu'EDF a commencé à démanteler, alors qu'elle exporte des techniques de «charbon propre» qui pourraient facilement être adaptées ici. La production de ces centrales exploitées au maximum, couplée à un arrêt des exportations et de l'autoconsommation de l'industrie nucléaire, grosse dévoreuse d'électricité, permettrait d'arrêter dès maintenant plus des deux tiers du parc électronucléaire français.

Il est évident que le recours au charbon et au fioul grâce auquel nous pouvons rapidement diminuer notablement la part de l'électronucléaire n'est pas l'idéal². Pour nous, il y a une urgence prioritaire : éviter les catastrophes nucléaires, civiles et militaires. Bien sûr ce que nous proposons est compatible avec le recours aux énergies renouvelables et aux économies d'électricité partout où c'est possible, comme par exemple l'abandon du chauffage électrique dans tous les établissements publics.

Cela ne veut pas dire que nous sommes insensibles aux problèmes énergétiques pour le long terme. Mais il nous paraît important que ces problèmes soient envisagés et discutés à partir de bases réalistes et non à partir de fantasmes scientifiques, les mêmes fantasmes qui nous ont conduit dans l'impasse nucléaire aujourd'hui. Le mouvement antinucléaire se doit d'être clair sur ces points et ne peut s'accommoder de considérations politiciennes ou électoralistes. Il se doit d'être complètement indépendant des partis et des lobbies pour ne pas entrer dans le jeu de dupe que constituent les marchandages entre différentes forces au pouvoir ou aspirant à l'être.

Outre la catastrophe, **le nucléaire nous fait courir un autre risque : celui de vivre de plus en plus dans une société hypercentralisée où aucun changement ne sera possible, avec absence totale de contrôle de tout un chacun, mais le règne absolu de ceux qui «savent», scientifiques et technocrates, avec le legs des déchets aux générations futures. En tant qu'élément moderne du totalitarisme, le recours au nucléaire doit être abandonné d'urgence.**

1. Commission internationale de protection radiologique (CIPR), Organisation mondiale de la santé (OMS), Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Commission européenne, etc.

2. Soulignons qu'il n'aurait qu'une contribution marginale au phénomène planétaire de l'effet de serre.

Une charte pour l'arrêt immédiat du nucléaire a été signée par :

ADEMAU (Association pour la défense des monts d'Auriat). ADEPAL. CCNED (Collectif contre le nucléaire et l'enfouissement des déchets Plouaret). CLADE (Coordination limousine antidéchets radioactifs). CLANG (Collectif de lutte antinucléaire girondin). CLAP (Collectif de lutte antinucléaire poitevin). CRAS (Centre de recherche sur l'alternative sociale). Comité Stop-Nogent-sur-Seine. CIAV (Collectif indépendant anti THT du Volvestre). Stop-Melox. CIDRA (Collectif vosgien d'information sur les dangers radioactifs).

N'hésitez pas à devenir signataire de la charte.